

GROUPE DU PORTE-PAROLE
 SPREKERGRUPPE
 GRUPPO DEL PORTAVOCÈ
 BUREAU VAN DE WOORDVOERDER
 SPOKESMAN'S GROUP

INFORMATION A LA PRESSE • MITTEILUNG AN DIE PRESSE • INFORMAZIONE
 ALLA STAMPA • MEDEDELING AAN DE PERS • PRESS RELEASE

Brussels, 6 October 1971

Extract from statement by President Malfatti before the
 European Parliament's Political Committee on the present
 state of relations between the Community and the United States

The President of the Commission, Mr Franco Maria Malfatti, made a statement yesterday at a meeting of the European Parliament's Political Committee. He analysed the international monetary situation as it has been since the recent meetings in Washington and stated the Community's objectives.

Mr Malfatti said that the present phase was an unclear one, subject to changes, and also that the problem was not an "exclusively monetary or trade matter but one regarding relations as a whole between Europe and the United States".

On the latest situation, Mr Malfatti stressed the point that the results of the International Monetary Fund meeting of 26 September had given rise to "moderate optimism or, if we wish to be even more cautious, to less pessimism on the part of Europe regarding the possibility of reaching an agreement with the Americans on the priorities to be negotiated". For "the main result that was obtained in Washington before the IMF's discussions got under way was that of securing from the Americans a recognition - a very vague one it is true - of the principle of the existence of some priorities to be negotiated and among them the removal of the surcharge". This tendency, in President Malfatti's opinion, was further confirmed in Mr Connally's address at the IMF meeting. From an examination of this statement "it seems that another of the conditions that the Americans had set for the removal of the surcharge has disappeared, namely that progress should also be made in the matter of burden sharing. For in Mr Connally's text this problem is mentioned as one of the elements that can improve the United States balance of payments but not as one of the conditions for the removal of the surcharge".

.../...

Mr Malfatti was of the opinion that although the US Treasury Secretary's statement was an advance on earlier positions, many other complex questions abided an answer before a more realistic assessment of the situation could be made, for the Americans' requests concerned not only Europe but also, as all were aware, Japan and Canada. This meant that it was not sufficient for one of the trade partners to reach an agreement with the Americans for the surcharge to be ended. Further, a second point involving complications and perplexity was the need to establish what the Americans understood by appreciable progress towards the dismantling of trade barriers.

Mr Malfatti then wondered what the Community's objectives should be. "We are still at the mercy of events and we have not yet shown a will really to dominate them. The Commission will make every effort to ensure that Europe can take up the challenge in a united and positive manner. In these times we must ask ourselves a fundamental question. 'What sort of world do we wish to live in, what sort of world do we wish to contribute to?' We must realize that fundamental consequences will derive from the reply we shall give or we shall not be able to give."

"Our priority aim," Mr Malfatti added, "must be to reach an agreement with the Americans by the end of the year on two essential points: a selective readjustment of all currencies, including the dollar, and removal of the surcharge."

"There is, it is true," Mr Malfatti continued, "the problem of the allies' greater responsibility in the matter of defence. I do not believe, however, that this eminently political problem, which is certainly a very complex one, can be discussed and resolved just like a balance of payments problem. Here, in my opinion, the Americans have committed a grave error of presentation."

Concluding, Mr Malfatti said that the other major theme was world trade, regarding which the Community has always been, and is now, open to debate, discussion and joint study.

The President closed with these words: "Gentlemen, the coming weeks until the meeting of the Group of Ten fixed for 15 November will be of particular importance. As a Community we must be in a position to make a realistic assessment of the situation and to set in motion this major, difficult and long process of negotiating with the aim of creating a better world. I, too, shall conclude, as Mr Barber did in his address to the International Monetary Fund, by saying that succeed we must."

Bruxelles, le 6 octobre 1971

Extrait de l'intervention faite par le Président MALFATTI devant la commission politique du Parlement européen au sujet de l'état actuel des relations entre la Communauté et les Etats-Unis.

L'intervention faite hier par le Président MALFATTI au cours de la réunion de la commission politique du Parlement européen est une analyse de la situation monétaire internationale telle qu'elle se présente depuis les récentes réunions de Washington et en même temps elle apporte des éclaircissements sur les objectifs de la Communauté.

Le Président a précisé que nous nous trouvons dans une phase imprécise et sujette à des changements d'une part et que, d'autre part, le problème "n'était pas exclusivement d'ordre monétaire et commercial mais qu'il intéressait l'ensemble des relations entre l'Europe et les Etats-Unis".

En ce qui concerne le point de la situation, le Président a souligné que le résultat de la réunion du Fonds monétaire international du 26 septembre avait donné lieu à un "optimisme modéré ou, si nous voulons être encore plus prudent, à un pessimisme moindre de la part des Européens quant aux possibilités d'arriver à un accord avec les Américains sur les priorités à négocier". En effet, "le principal résultat qui a été obtenu à Washington avant que ne commencent les débats au Fonds monétaire a été d'obtenir que les Américains reconnaissent, certes de façon très vague, le principe de l'existence de certaines priorités dans la négociation et que parmi ces priorités figure la suppression de la surtaxe". M. MALFATTI trouve une confirmation de cette tendance dans le discours prononcé par M. CONNALLY à la réunion du F.M.I.; si l'on analyse ce discours, "il semble qu'une des autres conditions fixées par les Américains pour l'élimination de la surtaxe ait disparu ou plutôt que des progrès aient été réalisés également dans le domaine du "burden sharing". En effet, dans son discours, M. CONNALLY a mentionné ce problème parmi les éléments susceptibles d'améliorer la balance des paiements américaine et non parmi les conditions préalables à l'élimination de la surtaxe."

M. MALFATTI pense que, malgré la déclaration du Secrétaire américain au Trésor, qui constitue une amélioration par rapport aux prises de position antérieures, nombreuses sont les questions auxquelles il faut encore trouver une réponse avant de porter un jugement plus réaliste sur la situation. En fait, les exigences américaines ^{concernent} non seulement l'Europe mais aussi, comme on le sait, le Japon et le Canada. Cela signifie qu'un accord entre l'un de ces partenaires commerciaux et les Etats-Unis ne suffirait pas à provoquer la suppression de la surtaxe. De plus, un second élément de complication et de perplexité apparaît avec la nécessité de tirer au clair ce que les Américains entendent par progrès sensibles dans le sens de l'élimination de barrières commerciales.

Le Président s'est ensuite demandé quels devaient être les objectifs de la Communauté. "Nous sommes encore à la remorque des événements et nous n'avons pas encore montré que nous voulions vraiment les dominer. La Commission déploiera toute son énergie pour que l'Europe puisse relever ce défi avec une volonté commune et dans un sens constructif. Il nous faut en ce moment même nous poser la question fondamentale de savoir quel est le monde dans lequel nous voulons vivre, quel est le monde auquel nous voulons apporter notre contribution. Il faut que nous sachions que de la réponse que nous donnerons ou que nous ne serons pas capables de donner découleront des conséquences fondamentales".

"L'objectif prioritaire à la réalisation duquel nous devons nous consacrer - a ensuite ajouté M. MALFATTI - est de parvenir avant la fin de l'année à un accord avec les Américains sur ces deux questions essentielles à savoir : d'une part le réajustement sélectif de toutes les monnaies, y compris le dollar, d'autre part l'élimination de la surtaxe".

"Certes, a poursuivi le Président de la Commission, il y a le problème de la participation accrue des alliés aux responsabilités en matière de défense. Toutefois, je ne crois pas que ce problème qui est un problème politique par excellence et certainement aussi un problème très complexe, puisse être discuté et résolu comme un simple problème de balance des paiements. A mon avis, les Américains commettent ici une grave erreur de présentation".

Pour conclure, M. MALFATTI a déclaré que l'autre grand sujet était le commerce mondial au sujet duquel la Communauté n'a jamais refusé et ne refuse pas le débat.

Le Président a déclaré en terminant : "Messieurs les Parlementaires, les semaines qui viennent et qui vont précéder la réunion du groupe des Dix prévue pour le 15 novembre auront une importance particulière. Nous devons être en mesure, en tant que Communauté, de porter un jugement réaliste sur la situation et d'entamer cette longue et difficile négociation devant déboucher sur la création d'un monde meilleur. Je conclurai à mon tour par ces mots prononcés par M. BARBER dans son discours au Fonds monétaire international "nous devons réussir."